

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

PRESTATIONS DE SECURITE INCENDIE ET DE SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

Centre Hospitalier Départemental de la Vendée

SITE DE MONTAIGU

Affaire n° 2024_FCS_CHD_036

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Ce document comprend 13 pages numérotées de 1 à 13

TABLES DES MATIERES

ARTICLE 1.	Objet du marché	3
ARTICLE 2.	Pièces contractuelles	3
ARTICLE 3.	Mode de passation.....	3
ARTICLE 4.	Décomposition du marché	3
ARTICLE 5.	Durée du marché	4
ARTICLE 6.	Langue d'exécution du marché public	4
ARTICLE 7.	Assurances	5
ARTICLE 8.	Obligation de résultats	5
ARTICLE 9.	Personnel du titulaire	5
ARTICLE 10.	Délais - Pénalités	7
ARTICLE 11.	Modifications du marché	8
ARTICLE 12.	Marchés similaires	10
ARTICLE 13.	Caractéristiques des prix	10
ARTICLE 14.	Forme de prix	10
ARTICLE 15.	Règlement des comptes	10
ARTICLE 16.	Avance	11
ARTICLE 17.	Résiliation	11
ARTICLE 18.	Nantissement	12
ARTICLE 19.	Clause attributive de juridiction	12
ARTICLE 20.	Dérogation aux documents généraux	13

PREAMBULE

GENERALITES

L'acheteur désigné dans le présent marché est le Centre Hospitalier Départemental de la Vendée (CHDV), établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de la Vendée (GHT85).

L'établissement concerné par cette procédure est le CHD Vendée, site de Montaigu.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur des prestations de sécurité des personnes et des biens relevant des établissements parties du GHT85.

Missions principales :

- Sécurité incendie
- Assistances aux personnes
- Sûreté malveillance

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles.
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) valant bordereau des prix unitaires (BPU) contractuel uniquement pour ce qui concerne les prix unitaires.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).
- L'offre technique et financière du titulaire

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

ARTICLE 3. MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon un appel d'offre ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

4-1 Technique d'achat

Le marché recourt à la technique d'achat de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande suivant les dispositions des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Valeur maximale de l'accord-cadre par an : 163 000 € HT

4-2 Bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaires.

Pour établir son bon de commande, l'établissement peut également solliciter l'établissement d'un devis par le titulaire.

La prestation de base à fournir par le prestataire fait l'objet d'un bon de commande initial en début d'accord-cadre.

Les prestations complémentaires, telles que les périodes suivantes, extensions d'horaires, prestations ponctuelles ou supplémentaires, ... font l'objet de bons de commande complémentaires.

En cas d'urgence, des prestations complémentaires peuvent être commandées par téléphone. Elles font l'objet d'un bon de commande de régularisation dans les 5 jours ouvrés suivant l'appel.

Les prestations sont décrites dans le CCTP et peuvent être précisées, si besoin, dans les bons de commande.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une période allant du 03 mars 2025 au 31 décembre 2026.

En cas de notification postérieure aux dates sus indiquées, l'accord-cadre démarre à compter de la date de notification, sans impact sur la date de fin.

L'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois par période de douze mois maximum chacune.

La décision de reconduction précisera la durée et/ou la date de fin de chaque nouvelle période.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il se prononce deux mois avant la fin de la période en cours.

En cas de reconduction tacite, la période de prolongation est de douze mois.

Période de validité pour les bons de commande :

Pour des raisons comptables, la durée des bons de commande sera limitée à l'année civile.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Toutefois leur exécution peut se poursuivre au-delà, dans une certaine limite.

Il est ainsi précisé qu'à la fin de l'accord-cadre, un bon de commande pourra être passé pour poursuivre l'exécution pendant une durée maximum de 2 mois afin d'éviter un changement de prestataire le 1^{er} janvier.

ARTICLE 6. LANGUE D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

6.1 Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites. S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

6.2 Obligations du titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du titulaire.

6.3 Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution des prestations. En cas de modification de l'attestation initiale communiquée, le titulaire est tenu de fournir une nouvelle attestation (changement d'assureur, de police d'assurance, etc.).

ARTICLE 8. OBLIGATION DE RESULTATS

Le présent marché public fait l'objet d'un engagement de résultats de la part du Titulaire. Ce dernier définit et met en œuvre les moyens nécessaires qui permettront de remplir les obligations de résultats qui lui sont imposées.

Le Titulaire s'engage sur un niveau de qualité des prestations constant et homogène qui fera l'objet d'audit tel que précisé dans le CCTP.

ARTICLE 9. PERSONNEL DU TITULAIRE

Le Titulaire doit appliquer à ses agents la convention nationale collective établie en fonction de la nature des prestations à réaliser. Il assure à ses agents y compris ceux qui interviennent par sous-traitance - les formations nécessaires à la réalisation de leurs missions et leur diffuse toute information utile.

9.1 Statut du personnel

Le Titulaire recrute et rémunère le personnel nécessaire à l'exécution des services et l'emploie sous sa seule responsabilité.

Le personnel du Titulaire ne pourra en aucun cas être assimilé juridiquement à un salarié de l'établissement partie à la présente convention, quelle que soit la durée de la prestation.

Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle permanent de ses salariés qui restent sous son autorité et ne sont pas soumis au pouvoir hiérarchique et disciplinaire de l'établissement partie au profit duquel le marché est exécuté, y compris lorsqu'ils sont présents dans les locaux de ce dernier.

9.2 Maîtrise de la langue française

Le personnel d'encadrement et le personnel d'exécution doit lire, écrire et parler couramment le français.

9.3 Surveillance médicale

Le Titulaire devra soumettre obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction. En outre, le Titulaire doit soumettre son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la réglementation en vigueur. Les dates des examens médicaux, le nom et le prénom des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude à occuper leur fonction seront consignés par le Titulaire sur un registre spécial prévu à cet effet, dont une copie sera transmise à l'interlocuteur désigné pour chaque établissement à l'article 1.3 du CCTP, au besoin.

9.4 Hygiène et sécurité.

La sécurité et l'hygiène des salariés du Titulaire seront assurées conformément à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le titulaire procède, si nécessaire et avant le début des prestations, à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'interlocuteur désigné pour chaque établissement à l'article 1.3 du CCTP par le Titulaire dans le mois qui suit la date d'effet de l'acte valant début d'exécution des prestations.

9.5 Pass sanitaire

Si une disposition législative impose la détention d'un « pass sanitaire » ou équivalent pour pénétrer un établissement, il appartient au titulaire de vérifier et de garantir le fait que ses salariés soient munis de leur Pass Sanitaire lorsqu'ils interviennent dans les établissements.

Dans tous les cas, le titulaire sera tenu par les consignes données par l'établissement membre du groupement de commande auprès duquel il intervient.

9.6 Liste des personnels

Le Titulaire doit fournir, avant tout commencement d'exécution des prestations et à chacune des demandes des interlocuteurs de l'établissement désignés à l'article 1.2 du CCTP, une liste comportant les noms et prénoms des agents assurant les prestations avec leur habilitation personnelle à jour. Cette liste est exhaustive et tenue en temps réel, elle intègre tous les personnels y compris ceux intervenant en sous-traitance. Il devra également fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation des agents dans les locaux de l'établissement concerné. Cette disposition s'applique aux agents affectés au marché tout au long de la réalisation des prestations. Cette liste, ainsi que toute modification de cette liste, devront être préalablement et obligatoirement validés par l'interlocuteur désigné pour chaque établissement à l'article 1.3 du CCTP. Pour des raisons de sécurité, l'interlocuteur de chaque établissement doit toujours détenir la liste nominative à jour de tous les personnels intervenant pour le compte du Titulaire. L'interlocuteur de chaque établissement se réserve le droit d'interdire l'accès de ses locaux à toute personne jugée indésirable.

9.7 Frais de déplacement du personnel et de restaurations

Les frais de déplacement et de restauration du personnel mis à disposition par le titulaire devront être inclus dans les montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires

9.8 Eviction par l'établissement

Lorsque la procédure de désaffectation des agents prévue à l'article 2.11 du CCTP est mise en œuvre, l'agent objet de cette procédure ne peut pas être affecté sur un autre site ou un autre établissement (dans le cas où le titulaire du marché serait titulaire d'un ou plusieurs autres lots).

Toute inexécution de la prestation avant le remplacement de l'agent, hormis le délai de carence de 2 heures laissé au titulaire dans le cas des constats immédiats de faute grave, sera passible de pénalités.

ARTICLE 10. DELAIS - PENALITES

10.1 Délais :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG FCS, les bons de commande fixent des dates et des horaires de début et de fin de prestation, à l'exception des interventions urgentes commandées par téléphone qui doivent être réalisées dans un délai de 15 minutes suivant l'appel.

10.2 Pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait et services non effectués.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25% du montant total hors taxe du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l'interlocuteur désigné à l'article 1.2 du CCTP ou son représentant.

Les pénalités définies ci-après se cumulent entre elles.

10.2.1. Pénalités d'exécution des prestations

Les jours cités au présent article sont des jours calendaires.

Type	Déclenchement	Montant par manquement
Absence de l'agent	Planning	300€/vacation
Retard de l'agent (ponctualité)	Planning	50€/1/2h
Absence de mise à jour du planning	Planning	50€/constat
Absence aux réunions de suivi	Convocation	50€/réunion
Qualification des agents non mise à jour	Lors d'un contrôle	100€/agent/qualif
Tenue vestimentaire des agents	Non-respect du cahier des charges	50€/jour/agent
Main courante mal complétée	Main courante	50€/vacation
Non-respect des consignes	Main courante / registre associé	100€/constat

Dysfonctionnement de la main courante mise à disposition (ex. plus d'accès)	Main courante	50€/jour
Dysfonctionnement des pointeurs de ronde mis en place par le prestataire	Main courante	20€ par jour
Retard à la remise des rapports (exercices, ...)		50€/événement
Absence de remplacement d'un agent suite à exclusion (article 8.8 CCAP)	Exclusion d'un agent	50 €/heure au-delà de 2 heures
Non prise en charge d'appel alarme intrusion ou d'intervention sur site	Appel alarme / Demande d'intervention	100 € / appel

10.2.2. Autres pénalités

- L'établissement membre du groupement de commande se réserve le droit d'appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de 50 € pour non réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant, au-delà de cinq jours calendaires à compter de la réception de ladite demande.
- Envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de cinq jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire, une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée.
- L'établissement se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 25 € pour chaque erreur de facturation.
- Non transmission des attestations fiscales et sociales et assurantielles : en cas de non-respect des obligations définies au présent CCAP relatives à la production périodique des attestations fiscales, sociales et assurantielles, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 100 € par jour calendaire de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant maximum du marché public.
- Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé : le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le pouvoir adjudicateur pourra appliquer dans les conditions suivantes. Si le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue. S'il n'applique pas la pénalité, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.
- En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

ARTICLE 11. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

En application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le périmètre du présent marché pourra être modifié soit à l'initiative du CHD Vendée, soit à l'initiative du titulaire.

11.1 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant dans les cas prévus au présent article :

- 1) Cession de marché sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

- 2) L'ajout d'articles et de prix unitaires au bordereau des prix unitaires

11.2 Autres motifs

11.2.1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

11.2.2. Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

11.2.3. Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

11.2.4. Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le maître d'ouvrage prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le maître d'ouvrage et signée par les parties contractantes.

ARTICLE 12. MARCHES SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage, se réserve la possibilité de réaliser des marchés similaires au titre de l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires appliquées aux quantités réellement exécutées.

ARTICLE 14. FORME DE PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025, appelé « mois Mo »

Les prix sont révisés chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2026, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In/Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

Cn : coefficient de révision

In : dernière valeur de l'indice connue à la date d'établissement du BPU, (la révision est définitive)

Io : dernière valeur de l'indice connue à la date d'établissement des prix (janvier 2025)

I : indice des prix de production des services française pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 80.10 – services de sécurité privée – Identifiant INSEE 010766739

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix, accompagnée du nouveau bordereau des prix faisant apparaître le coefficient de révision et son calcul, au moins 2 mois avant la fin de l'année civile, soit avant le 1^{er} novembre.

ARTICLE 15. REGLEMENT DES COMPTES

15.1 Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché seront payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Ce délai peut être suspendu à la demande de l'établissement ou du comptable pour tout décompte présentant des anomalies en interdisant le paiement. Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le titulaire est tenu de signaler tout changement survenant au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

15.2 Comptable chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Trésorier des hôpitaux de la Roche sur Yon

15.3 Présentation des factures

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-5 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro du marché, à inscrire dans la colonne « Numéro de Commande »
- le numéro de SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture.
- Le numéro et la date du bon de commande

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Ces informations sont données pour chacun des lots en annexe à l'acte d'engagement, au plus tard à la date de notification du marché.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG FCS, chaque bon de commande fait l'objet de demandes d'acomptes mensuels établis sous forme de factures, par application d'un quantième au regard de la durée d'exécution du bon de commande (par exemple 1/12^{ème} si le bon de commande s'exécute sur 12 mois).

Si, lors du mois écoulé, des prestations non pas été exécutées, les heures seront déduites du montant de l'acompte.

ARTICLE 16. AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 11.1 - option A du CCAG FCS (taux de 20% pour les PME, taux de 5% hors PME).

ARTICLE 17. RESILIATION

17.1 Réinternalisation des prestations

En complément des dispositions du CCAG/FCS, le marché pourra être résilié totalement ou partiellement dans le cas où un établissement membre du groupement de commande réinternalise tout ou partie de la prestation objet du présent marché. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation. Une telle résiliation devra obligatoirement être effectuée avec un préavis de 3 mois.

17.2 Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation du marché pour faute du titulaire est précédée d'une mise en demeure de celui-ci de se conformer à ses obligations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure, à moins qu'un délai différent y soit mentionné.

17.3 Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, premier alinéa, toute indemnisation du titulaire est exclue.

ARTICLE 18. NANTISSEMENT

Les marchés conclus pourront être nantis suivant les conditions des articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir au bénéficiaire du nantissement les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R2391-28 de ce même code, est Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Départemental Vendée.

ARTICLE 19. CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Il est convenu qu'en cas de litige, la juridiction compétente à saisir est le Tribunal Administratif de Nantes.

ARTICLE 20. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
2	4.2
10.1	13
10.2	14.1, 14.1.2 et 14.1.3
15.3	11.2
17.3	42

Fait à la Roche sur Yon le **18 DEC. 2024**

Le Directeur des Ressources Matérielles et du Patrimoine du CHD Vendée,
Etablissement support du GHT Vendée
T. BENHASSAN



